

1. Aider les familles

Initiative populaire « *Aider les familles! Pour les allocations pour enfant et des allocations de formation professionnelle exonérées de l'impôt* »

POUR

Odette Saez,

Présidente des femmes PDC Genève

« « Aidez les familles! Pour des allocations exonérées de l'impôt ». Une situation simple et applicable sans attendre: l'exonération totale des allocations familiales et de formation sur le plan fédéral, cantonal et communal.

Cette exonération profitera à toutes les familles, mariées, concubines, séparées, monoparentales ou recomposées. Actuellement 20 % des allocations sont reprises par le fisc et ne remplissent donc pas leur but. Elles sont distribuées d'un côté et reprises d'un autre.

Les familles se retrouvent dans une classe fiscale supérieure et sont ainsi taxées à un taux qui ne devrait pas être le leur. D'autres familles plus modestes sont ainsi privées de l'accès aux avantages sociaux par l'effet de seuil.

Cette exonération que nous proposons par notre initiative renforcera le pouvoir d'achat de la classe moyenne qui compensera largement la diminution de la recette fiscale. Pour exemple, une famille avec 2 enfants qui dispose de 2 revenus imposables de 40.000.- réalisera une économie de 2.000.- de sa charge fiscale. Peut-on dire que c'est l'exemple d'une famille riche à Genève? »

CONTRE

Bernadette Gaspoz,

présidente du groupe Egalité entre femmes et hommes du Parti socialiste genevois

« Soutenir les familles est louable, toutefois l'initiative du PDC aggrave les inégalités entre les familles. En effet défiscaliser les allocations familiales et professionnelles reviendrait à soustraire un montant pourtant bien réel du revenu des familles. En vertu de la progressivité de l'impôt, les familles à haut revenu bénéficieraient d'allègements d'un montant plus élevé que les familles à petit et moyen revenu pour lesquelles la diminution des impôts resterait sans grandes conséquences.

De plus la perte de recettes fiscales, tant fédérales que cantonales et communales, engendrée par cette initiative est évaluée à plus d'un milliard de francs. Comment dès lors combler cette perte si ce n'est par un démantèlement des prestations sociales puisque qu'une augmentation des impôts semble peu envisageable à la majorité de droite tant fédérale que cantonale? Dès lors les familles qui bénéficient actuellement de ces prestations devront assumer de plus lourdes charges et verront ainsi se détériorer leur pouvoir d'achat.

En conséquence une politique familiale digne de ce nom ne doit pas être injuste. Il ne peut être question de répartir la richesse des bas vers les hauts revenus. Ce n'est pas par le biais de déductions avant le calcul de l'impôt, mais plutôt par le subventionnement de places de crèches, par la suppression des primes de l'assurance maladie pour les enfants, par exemple, que l'on atteindra favorablement TOUTES les familles. »

[Retour à la homepage](#)